

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 septembre 2023
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 19 septembre 2023, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre du Ministre des affaires étrangères de la République d'Arménie, Ararat Mirzoyan, qui y demande la convocation d'urgence d'une séance du Conseil de sécurité en raison de l'agression militaire de grande envergure menée par l'Azerbaïdjan contre le peuple pacifique du Haut-Karabakh, qui représente une menace imminente pour la paix et la sécurité internationales (voir annexe).

Comme suite à la lettre datée du 13 septembre 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2022/688](#)) et aux séances du Conseil tenues les 20 décembre 2022 et 16 août 2023, je voudrais demander la convocation d'urgence d'une séance du Conseil, conformément à l'Article 35 1) de la Charte des Nations Unies.

Je vous prie également d'autoriser la délégation arménienne à participer à la séance du Conseil, conformément aux dispositions applicables de la Charte des Nations Unies et en application de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de les faire publier comme document du Conseil

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mher **Margaryan**



**Annexe à la lettre datée du 19 septembre 2023 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'appelle par la présente votre attention sur l'agression militaire de grande envergure que l'Azerbaïdjan a déclenchée contre le peuple du Haut-Karabakh dans le but de mener à bout sa politique de nettoyage ethnique.

Le 19 septembre 2023, Stepanakert et presque toutes les autres villes et localités du Haut-Karabakh, y compris les infrastructures civiles, ont été la cible de tirs massifs et ciblés des forces armées azerbaïdjanaises, qui ont utilisé des missiles et de l'artillerie lourde, en violation flagrante du droit international et de la déclaration trilatérale de cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

Déjà, 2 civils ont été tués, dont 1 enfant, et 26 autres blessés, dont 11 enfants. Prise au piège entre la crise humanitaire et cette escalade non provoquée, la population civile vit dans des souffrances aiguës, les personnes les plus vulnérables, à savoir les femmes, les enfants et les personnes âgées, subissant des conséquences particulièrement dévastatrices.

Tout indique qu'il s'agit d'une agression de grande envergure préméditée et bien planifiée. En effet, l'agression a été précédée par un fort accroissement de la puissance militaire de l'Azerbaïdjan au cours des dernières semaines le long de la ligne de contact avec le Haut-Karabakh et de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ainsi que par une accumulation importante d'armes offensives lourdes, dont des pièces d'artillerie, des lance-roquettes multiples, des mortiers et des drones de combat.

Les préparatifs de l'agression en cours ont été accompagnés d'une campagne de désinformation massive dirigée contre l'Arménie et le Haut-Karabakh, dans le cadre de laquelle ont été diffusées de fausses informations sur les prétendues provocations de la partie arménienne, qui ont été systématiquement réfutées par l'Arménie et le Haut-Karabakh. Le point d'orgue de cette campagne a été la réunion tenue le 18 septembre avec les représentants du corps diplomatique au Ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères, réunion qui n'était rien d'autre qu'une préparation diplomatique en vue de lancer des actes concrets destinés à causer un nettoyage ethnique dans le Haut-Karabakh ainsi qu'une nouvelle escalade militaire dans la région.

Il importe de souligner que cette nouvelle agression azerbaïdjanaise contre le peuple du Haut-Karabakh est l'escalade logique d'un blocus du Haut-Karabakh imposé depuis plus de neuf mois et de la crise humanitaire qui en a résulté, dont l'objectif manifeste est de créer des conditions de vie propres à entraîner la destruction physique du peuple du Haut-Karabakh, en violation flagrante du droit international humanitaire, des ordonnances contraignantes de la Cour internationale de Justice datées des 22 février et 6 juillet 2023 et de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020.

La politique génocidaire de l'Azerbaïdjan envers la population autochtone du Haut-Karabakh devrait susciter une réponse adéquate de la part de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité, principal organe international responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'Arménie a soulevé la question à de nombreuses reprises, notamment devant le Conseil de sécurité en septembre et décembre 2022 et, plus récemment, en août 2023, lorsqu'elle a appelé l'attention sur un risque apparent d'atrocités criminelles. Les informations disponibles proviennent également du Comité international de la Croix-Rouge, seul organisme international à avoir une présence sur le terrain, d'institutions internationales de défense des droits humains reconnues, y compris l'ancien Chef des poursuites à la Cour pénale internationale, le premier Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide et le Centre mondial pour la responsabilité de protéger, qui ont mis en garde contre la grave crise humanitaire et l'intention génocidaire des dirigeants azerbaïdjanais.

La nouvelle agression de l'Azerbaïdjan compromet les chances de parvenir à une paix et à une sécurité durables et dignes dans notre région. Compte tenu de la gravité de la situation, le Conseil de sécurité doit prendre d'urgence des mesures efficaces face à l'acte d'agression de l'Azerbaïdjan afin de prévenir l'atrocité criminelle imminente et de garantir les droits et la sécurité du peuple du Haut-Karabakh.

Par la présente, je demande qu'une séance soit convoquée d'urgence par le Conseil de sécurité, en vertu de l'Article 35 1) de la Charte des Nations Unies. Je demande également que la délégation arménienne soit conviée à ces délibérations, conformément à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

(Signé) Ararat **Mirzoyan**
